

## PAGE OUVERTE À L'EXPRESSION DES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL

Les textes publiés dans cette page *Opinions* engagent la seule responsabilité de leurs auteurs

*Majorité municipale, élus communistes, antilibéraux et citoyens*

### L'école en danger !

Comment offrir à nos concitoyens un Service Public de qualité quand celui-ci subit depuis des années les attaques répétées des divers gouvernements de droite qui se sont succédé ? Ce qui se passe depuis l'élection de N. Sarkozy est sans précédent. Jamais un gouvernement n'aura été aussi loin dans sa volonté de démantèlement du Service Public depuis la Libération : Sécurité Sociale, Retraites, Santé, Justice... Aucun domaine n'est épargné. Et celui qui devrait être le plus important, le Service Public d'Éducation, puisqu'il engage l'avenir même de la Nation, est concerné par une politique de restriction budgétaire drastique qui constitue une terrible régression sociale et éducative, dont vont souffrir en premier lieu nos enfants.

En supprimant 11 200 postes à la rentrée, (80 000 d'ici 2012), le gouvernement opère une véritable

saignée dans l'E.N., et jette dans la rue des centaines de milliers de manifestants : lycéens, étudiants et enseignants qui s'insurgent contre :

L'instauration du Bac. Pro. en 3 ans au lieu de 4. La fin de l'obligation scolaire pour les enfants le samedi matin : moins 2h d'enseignement. La suppression de la carte scolaire qui remet en cause la mixité sociale et met en concurrence les établissements. L'abandon programmé de l'accueil des enfants de moins de 3 ans. Les nouveaux programmes pour le primaire, imposés sans concertation et rejetés par les personnels éducatifs pour leur indigence ! Une législation et une répression de plus en plus dures envers les élèves sans papiers.

Malakoff n'échappe pas à ces mesures avec deux fermetures de classes qui entraîneront sureffectifs et doubles niveaux.

Et ce ne sont pas les propositions gouvernementales : cours de rattrapage pour les élèves en difficul-

té, le soir, après la classe, pendant une demi-heure ou les stages de remise à niveau pendant les vacances scolaires pour ceux de CM1-CM2 qui viendront à bout de l'échec scolaire ! Cette situation est inacceptable.

Il faut combattre les vrais responsables de l'échec scolaire : l'ultralibéralisme, les problèmes économiques et sociaux, le chômage et la précarité qui dégradent le tissu social ! Et non les élèves, les parents ou les professeurs que l'on veut culpabiliser. C'est pourquoi les élus communistes et républicains sont à leurs côtés pour défendre une école de la république attachée aux principes d'égalité, de laïcité, de solidarité, de mixité sociale et d'intégration.



> *Fatiha Alaudat*  
Maire adjointe à l'enseignement

*Majorité municipale, élus socialistes*

### Les pauvres n'ont qu'à avoir de bons yeux !

Le Gouvernement entame une nouvelle attaque sur la santé publique : le non remboursement des lunettes. Cette disposition figurerait dans la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2009. Aujourd'hui, les frais d'optique sont déjà mal pris en charge par la Sécu. L'ennui, c'est que les économies ainsi réalisées ne seraient que de l'ordre de 230 millions d'euros, sur un déficit qui frôle les 10 milliards. Il faudrait donc multiplier les déremboursements dans tous les domaines pour parvenir à combler le trou. Après l'optique, les frais de dentiste, et finalement suppression pure et simple de la Sécu, les mutuelles et complémentaires se chargeront du remboursement !

Mais problème : 8 % de la population française ne bénéficient pas aujourd'hui d'une telle assu-

rance (ni de la Couverture Maladie Universelle). Il est vrai que les cotisations ont augmenté de 25 % sur les cinq dernières années. Sur la base de 62 millions de Français (estimation de l'Institut National d'Études Démographiques au 1<sup>er</sup> janvier 2008), on obtient donc 5 millions d'exclus de tout remboursement. Et il s'agit bien évidemment des plus modestes (à l'exception de ceux qui sont pris en charge par la CMU) : chômeurs, précaires, temps partiels subis... Bref, les traditionnelles victimes expiatoires du sarkozysme. Ceux-là mêmes qui sont déjà frappés de plein fouet par les iniques franchises médicales.

Rappelons que l'État doit à la Sécurité sociale la bagatelle de 5 milliards d'euros et qu'il ne lui verse pas l'intégralité des taxes sur le tabac et l'alcool, ce qui équivaut à 3 milliards supplémentaires. Ajoutons encore 3 milliards qui

seraient perçus si l'on taxait les stock-options, suivant la proposition formulée en septembre 2007 par le Président de la Cour des comptes. Ça nous fait combien ? 11 milliards. Au lieu d'un trou de 10, un excédent d'un milliard : c'est tout bête, les mathématiques. Sans compter le cadeau fiscal annuel de 14 milliards d'euros fait aux plus favorisés. Le Président du pouvoir d'achat nous en retire encore un peu, mais où s'arrêtera-t'il ? !

> *Antonio Oliveira*  
Maire-adjoint à la Santé  
aoliveira@ville-malakoff.fr  
42 avenue Pierre Larousse  
Tous les samedis (10h-12h)  
01 46 56 69 03  
www.psmalakoff.net



*Opposition municipale, groupe des élus soutenus par l'UMP, RPF, MPF*

### Taxes pour tous après les élections

Lundi 14 avril a eu lieu le vote sur le budget de l'intercommunalité Sud de Seine. Le groupe UMP-Nouveau centre s'est opposé aux hausses des taxes pour 2008. La taxe sur l'assainissement des eaux va augmenter pour toutes les familles de Malakoff de 11 € contre 7,5 €, pour Bagneux, seulement 3,5 €, pour Fontenay et statu quo pour Clamart, la ville la plus aisée !

La raison est simple, nos représentants de gauche ont fait preuve de légèreté en acceptant d'uniformiser le prix du m<sup>3</sup> sur le taux le plus élevé (0,20 €, contre auparavant 0,11 € pour Malakoff). J'ai demandé, ainsi que mes collègues du groupe, que l'interco absorbe dans son budget les augmentations afin de ne pas pénaliser les habitants de Malakoff et "lisser" ces hausses conséquentes. Je n'ai eu aucun retour.

La Taxe sur les Enlèvements d'Ordures Ménagères va également bondir de 7,58 % (9 à 11 € soit 60 à 70 Frs) dans la bonne humeur des groupes PC, PS, Verts et Modem.

Rappelons qu'en 2005 les ménages de Malakoff et Bagneux avaient déjà mis la main à la poche pour régler une hausse de 5 à 6 %.

Les entreprises et commerces des quatre communes vont aussi devoir payer davantage puisque la taxe professionnelle grimpe de 12,76 à 13,25 %. Nul doute que cela ne servira pas au maintien des entreprises et commerces sur les 4 communes, et encore moins à la venue de nouveaux acteurs économiques. Selon leurs perpétuels discours, les élus de gauche ont rejeté la responsabilité sur le gouvernement, ajoutant qu'ils ne souhaitent pas aller "débaucher" des entreprises sur les autres territoires (sic) !

L'envolée du prix du pétrole n'a pourtant rien à voir dans toutes ces hausses. Une telle indifférence face aux enjeux économiques (les 35 h plombent durablement l'économie) démontre leur incapacité à améliorer le pouvoir d'achat des ménages lorsqu'elle est aux affaires.

Pire, elle ne se donne même pas la peine d'appliquer ses slogans, voir les affiches du PC. La lutte contre les hausses de taxes ne doit pas concerner uniquement celles décidées par l'État mais aussi les « gouvernements locaux » !

> *Thierry Guilmart*  
Conseiller Municipal UMP  
109 rue Guy Moquet,  
tous les jeudis 17h30-20h  
Email : malakoffavenir@hotmail.fr  
Blog : thierryguilmart.blogspot.com



Conformément à la loi de 1881, le maire en sa qualité de directeur de publication a obligation de s'opposer à la diffusion de tout propos à caractère diffamatoire ou injurieux.